

Conseiller en droit rural et économie agricole

RNCP35099 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Code(s) NSF	313n, 210n, 341
Formacode(s)	21081
Code(s) ROME	K1903, A1301, C1203, M1402, K1802
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	18/11/2020
Date d'échéance	18/11/2023

Certificateur(s)

IHEDREA SARL · SIRET : 34981049900096

Partenaires habilités

5 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 5 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
COMPETENCES COMMERCE ET INTERNATIONAL	42072056700189	Former et organiser l'évaluation
COMPETENCES COMMERCE ET INTERNATIONAL	42072056700205	Former et organiser l'évaluation
COMPETENCES PRO	38961756400080	Former et organiser l'évaluation
GROUPE ANTOINE DE ST-EXUPERY SITE GIORGIO FRASSATI	77774619900010	Former et organiser l'évaluation
INSTITUT DE FORMATION A L'EXPERTISE IMMOBILIERE ET PATRIMONIALE	48896047700047	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le secteur agricole et agroalimentaire connaît aujourd'hui d'importantes mutations qui imposent une adaptation de la plupart des acteurs (exploitants, industriels, filières, institutionnels, institutions financières...).

Depuis quelques années, les exploitants recourent davantage au conseil individuel pour orienter leur prise de décisions ou pour les assister dans leur gestion. La certification a pour objectif de certifier des profils pluri-compétents pour répondre à ces attentes. Le conseiller en droit rural et économie agricole est spécialiste de l'accompagnement stratégique, juridique, financier et du développement commercial /local dans les domaines de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et du foncier. Il est à la fois un conseiller, un animateur, monteur de projets dans des champs divers de l'action économique agricole et agro-alimentaire.

ACTIVITÉS VISÉES

Expertise-conseil juridique et fiscal en milieu agricole et rural :

Veille juridique, analyse de besoins de chef d'entreprises agricoles, accompagnement conseil juridique

Conseil en économie agricole et en gestion d'exploitation agricole :

Accompagnement entreprises agricoles sur tous les aspects quantitatifs : comptabilité générale et analytique, gestion, finances, investissement, business plan, recherche de financement
Diagnostic et pilotage de projet en aménagement rural et foncier :
Diagnostic socio-économique de territoire, élaboration de stratégie de développement du territoire, montage de projets d'aménagement rural, gestion des procédures d'urbanisme.
Stratégie de développement en Agriculture et Agro-Industrie :
Elaboration et mise en œuvre d'études de marché, définition de stratégie de développement et déclinaison en plans d'actions commerciales, marketing et communication, gestion de projet, pilotage des achats

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Conseiller juridiquement et fiscalement les acteurs du milieu agricole et rural :

- Mettre en place une veille juridique, fiscale et sociale
- Communiquer par divers moyens auprès des exploitants agricoles
- Analyser la demande de l'exploitant agricole en tenant compte des règles juridiques, fiscales et sociales applicables aux entreprises agricoles

- Délivrer un conseil juridique (droit rural) et/ou fiscal responsable

Conseiller en économie agricole et en gestion d'exploitation agricole :

- Exploiter et interpréter des données comptables
- Analyser la situation et la structure financière d'une entreprise agricole (ou agro-alimentaire, collectivité locale rurale)

- Concevoir et mettre en place un système de contrôle de gestion pertinent
- Proposer des actions correctives relatives aux écarts et piloter le suivi de leur mise en œuvre
- Identifier les besoins financiers et la création de valeur apportée par le projet en soulignant sa pérennité en vue de convaincre le financeur de la viabilité et de la rentabilité de ce dernier

- Élaborer des scénarios d'investissement et de financement

Diagnostiquer et piloter des projets en aménagement rural et foncier :

- Réaliser un diagnostic socio-économique d'un territoire
- Proposer des orientations d'aménagement
- Élaborer et conduire un projet d'aménagement du territoire
- Communiquer en tant que médiateur et animer des réunions avec des publics variés (publics, institutionnels, élus et privés)
- Piloter les procédures d'élaboration des demandes d'autorisation d'urbanisme

Mise en place de stratégie de développement en agricultures et agro-industrie :

- Mettre en œuvre les techniques de veille et d'études de marché
- Élaborer des propositions d'orientations stratégiques (positionnement, segmentation, prix, distribution...)
- Décliner les orientations stratégiques en plan d'actions marketing
- Mise en place d'actions de communication ciblées via les nouvelles technologies
- Mettre en place un suivi des actions et un contrôle budgétaire - Analyser les besoins quantitatifs et qualitatifs de la structure à partir de données internes en vue de rédiger un cahier des charges pour la consultation
- Mettre en place un système de veille sur le machinisme agricole et l'agrofourmure
- Consulter, négocier avec les fournisseurs

Blocs de compétences

RNCP35099BC01 — Expertise-conseil juridique et fiscal en milieu agricole et rural

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mettre en place une veille juridique, fiscale et sociale afin de réactualiser ses connaissances et disposer de sources fiables pour délivrer un conseil sûr
- Communiquer par divers moyens auprès des exploitants agricoles en vue de les tenir informés des évolutions juridiques et fiscales, risques et opportunités qui en découlent
- Analyser la demande de l'exploitant agricole en tenant compte des règles juridiques, fiscales et sociales applicables aux entreprises agricoles afin de mesurer la faisabilité du projet et de préserver leur intérêt
- Délivrer un conseil juridique (droit rural) et/ou fiscal responsable à des non spécialistes par oral et via des conclusions écrites en appréhendant l'interdépendance des conséquences du conseil et en expliquant les enjeux en termes de responsabilité

MODALITÉS D'ÉVALUATION

- Mise en situation réelle

et création d'un dossier de veille sur une problématique à dominante juridique

- Etude de cas : à partir d'un cas d'exploitation agricole et d'une problématique juridique, le candidat doit analyser une problématique juridique et fiscale, créer des outils de communication et délivrer ses conseils par écrit

RNCP35099BC02 — Conseil en économie agricole et en gestion d'exploitation agricole

LISTE DE COMPÉTENCES

- Exploiter et interpréter des données comptables (des ratios généraux de l'entreprise, analyse d'un compte, écritures comptables de la balance) en tenant compte des spécificités du secteur agricole pour conseiller l'exploitant dans la gestion comptable de son exploitation
- Analyser la situation et la structure financière d'une entreprise agricole (ou agro-alimentaire, collectivité locale rurale) en exploitant les données chiffrées (bilan, SIG, ratios...) afin d'aider à la décision en situations de création, croissance ou défaillance
- Concevoir et mettre en place un système de contrôle de gestion pertinent en analysant la performance de l'ensemble de l'activité à partir des données de la comptabilité générale et analytique, en mettant en place des indicateurs de mesure d'écarts en vue d'améliorer le rapport entre les moyens engagés et les résultats obtenus
- Proposer des actions correctives relatives aux écarts et piloter le suivi de leur mise en œuvre afin d'optimiser les gains de productivité possibles ou les synergies envisageables
- Identifier les besoins financiers et la création de valeur apportée par le projet en soulignant sa pérennité en vue de convaincre le financeur de la viabilité et de la rentabilité de ce dernier
- Élaborer des scénarios d'investissement et de financement en mobilisant ses connaissances en mathématiques financières en vue d'aider à la décision

MODALITÉS D'ÉVALUATION

- Etude de cas
- Cas pratique sur une entreprise parmi les 3 types suivants : exploitation agricole, entreprises de service des exploitations agricoles, entreprise agroalimentaire ou agro-industrielle avec réalisation d'un dossier business plan et contrôle de gestion + une soutenance en groupe

RNCP35099BC03 — Diagnostic et pilotage de projet en aménagement rural et foncier

LISTE DE COMPÉTENCES

- Réaliser un diagnostic socio-économique d'un territoire à partir de sources d'information fiables en vue d'analyser les points forts/faibles, menaces et opportunités d'un territoire
- Proposer des orientations d'aménagement à partir des résultats de l'analyse en identifiant les acteurs stratégiques du projet et en respectant la législation communautaire et nationale pour construire une stratégie d'aménagement du territoire
- Élaborer et conduire un projet d'aménagement du territoire en mesurant sa faisabilité, en recherchant des financements et en pilotant le projet en partenariat avec les partenaires concernés dans ses dimensions conjoncturelle et structurelle en vue d'optimiser la réussite du projet
- Communiquer en tant que médiateur et animer des réunions avec des publics variés (publics, institutionnels, élus et privés) en vue de trouver des consensus sur les projets
- Piloter les procédures d'élaboration des demandes d'autorisation d'urbanisme en respectant le code de l'urbanisme et les règles de procédures afin d'obtenir les autorisations d'aménagement dans les plus brefs délais

MODALITÉS D'ÉVALUATION

- Remise d'un dossier sur un Projet : le candidat doit à partir d'un cahier des charges diagnostiquer un territoire, proposer et conduire un projet d'aménagement du territoire
- QCM de connaissances sur le droit d'urbanisme

RNCP35099BC04 — Stratégie de développement en agriculture et agro-industrie

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mettre en œuvre les techniques de veille et d'études de marché quantitatives, qualitatives ainsi que des diagnostics en vue d'aider à la décision de lancement de produits agri-agro
- Élaborer des propositions d'orientations stratégiques (positionnement, segmentation, prix, distribution...) en analysant les résultats des études de marché pour trouver des axes de développement commercial

- Démontrer la capacité de l'entreprise à générer de la valeur par son activité, du chiffre d'affaires et une forte rentabilité en exploitant les données des études de marché et les projections financières en vue de convaincre les financeurs
- Décliner les orientations stratégiques en plan d'actions marketing en respectant les délais et les contraintes budgétaires afin de remplir les objectifs fixés
- Mise en place d'actions de communication ciblées via les nouvelles technologies
- Mettre en place un suivi des actions et un contrôle budgétaire en vue de dresser un bilan annuel par produits/services au regard des objectifs fixés
- Piloter un projet en gérant les aspects humains, matériel et financiers dans un contexte multilingue (anglais) en vue de la faire aboutir
- Analyser les besoins quantitatifs et qualitatifs de la structure à partir de données internes en vue de rédiger un cahier des charges pour la consultation
- Mettre en place un système de veille sur le machinisme agricole et l'agrofourmiture en établissant des contacts avec les constructeurs et revendeurs en vue de faire face aux enjeux de l'agriculture moderne
- Consulter, négocier avec les fournisseurs en conduisant des entretiens et en respectant la législation en vigueur en vue de contractualiser

MODALITÉS D'ÉVALUATION

- Dossier écrit et soutenance orale en groupe : Projet de création de start-up agri-agro ou projet d'innovation
- Etude de cas sur les Achats

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Secteur privé :- Agriculture et organisations professionnelles agricoles,

- Industrie agro-alimentaire,
- Banque, assurance,
- Services aux entreprises agri-agro,

Secteur public ou para-public :- Administration d'Etat et collectivités territoriales,

- Aménagement-environnement – développement local,
- Structure de formation et de recherche,

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Expert / conseiller juridique et droit rural en milieu agricole
- Conseiller d'entreprises agricoles en accompagnement stratégique
- Conseiller économie, gestion, fiscalité en milieu rural
- Conseiller syndicat agricole
- Expert foncier, agricole et forestier
- Souscripteur assurances agricoles
- Exploitant Agricole, encadrant en exploitation, contrôle de gestion d'exploitation
- Coordinateur, animateur de projets de développement rural
- Responsable Achats dans l'industrie agro-alimentaire

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 688 €

Familles professionnelles (FAP)	A2X70 — Techniciens et agents d'encadrement d'exploitations agricoles · tension 4/5 (Élevée) A2X90 — Ingénieurs, cadres techniques de l'agriculture · tension 3/5 (Modérée) L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) QCX01 — Employés et techniciens commerciaux de la banque · tension 5/5 (Très élevée) QCX02 — Cadres et indépendants commerciaux de la banque · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	29 806
Jugés difficiles à recruter	29 %
Emplois saisonniers	8 %
Familles professionnelles (FAP)	A2X70 — Techniciens et agents d'encadrement d'exploitations agricoles A2X90 — Ingénieurs, cadres techniques de l'agriculture L4X80 — Techniciens des services administratifs L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) L5X91 — Juristes et avocats QCX01 — Employés et techniciens commerciaux de la banque QCX02 — Cadres et indépendants commerciaux de la banque

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

- Être titulaire du baccalauréat et valider les tests d'entrée (QCM, tests de logique, question de société) et entretien de motivation en français et en anglais.

ou

- Être titulaire d'un titre de niveau 5 et valider les tests d'entrée (QCM, tests de logique, question de société) et entretien de motivation en français et en anglais.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

- Un Président (choisi par le Membre du Conseil scientifique en son sein)
- 2 membres internes
- 2 membres externes professionnels du secteur de l'agriculture ou agro-alimentaire (parmi les métiers cités)

COMPOSITION DU JURY — VAE

Un Président (choisi par le Membre du Conseil scientifique en son sein)

- 2 membres interne
- 2 membres externes professionnels du secteur de l'agriculture ou agro-alimentaire (parmi les métiers cités) en respectant la parité collège employeurs-salariés.

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 290 €
Selon la branche	5 400 € – 7 543 €

Prise en charge	Branches concernées
7 290 €	Valeur par défaut · 203 branches
7 543 €	CPNE des agents généraux d'assurance, CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat, CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances
6 600 €	CPNE des métiers du géomètre, CPNEFP de la profession d'économiste de la construction
7 500 €	CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes
6 699 €	CPNEFP Import-Export
6 500 €	CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire
6 000 €	CPNEFP de la métallurgie
5 400 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil

Base légale

Date de décision	18/11/2020
Durée de l'enregistrement	3 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	18/11/2023

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2018	39	0	100 %	86 %
2017	38	0	100 %	70 %
2016	32	1	93 %	61 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP4533

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP38609

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/35099/>

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	1
Organismes gestionnaires (CFA)	1
Organismes formateurs	1
Régions couvertes	1

Départements couverts	1
Organismes certifiés Qualiopi	1
Sessions	de 09/2023 à 09/2027

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).